

Résumé

Cette thèse analyse le rôle ambivalent de l'exil politique cubain dans le processus de séparation de Cuba et de l'Espagne au XIX^e siècle, à l'époque où se définit un mouvement anticolonial dans l'île. Des années 1830 à la fin de la guerre des Dix Ans, quitter Cuba n'est pas toujours synonyme d'aspirations indépendantistes. À l'inverse, le départ peut parfois tempérer les aspirations séparatistes des créoles. Cette étude insiste sur la grande diversité d'un personnel unifié par l'histoire-patrie insulaire et sur les dissonances que l'exil introduit dans le récit patriotique cubain.

Mots-clés : Cuba – Exil politique – Bannissement – Nationalisme – Empire.

Abstract

Leaving the Ever-Faithful Island. Exiles and Banishment at the Time of Cuban Separatism, 1834-1879

This dissertation analyses the ambivalent role of political exile from Cuba at the moment of its separation from Spain in the 19th century, a period during which the anticolonial movement on and off the island solidified. This work contends that from the 1830s to the end of the War of Ten Years, leaving Cuba was not necessarily indicative of a separatist ideology. Rather, in certain instances, departure assuaged such ideologies. This work tracks these exiles in all their diversity, and traces the kinds of dissonance that exile might introduce into the patriotic Cuban narrative, an emphasis often looked over in national histories.

Keywords: Cuba – Political exile – Banishment – Nationalism – Empire.

La trajectoire « exemplaire » de José Martí, véritable héros national cubain, est le point de départ de cette recherche¹. Ayant quitté Cuba à dix-

¹ Le présent article est le compte rendu d'une thèse préparée à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction d'Annick Lempérière, intitulée « Quitter la Très Fidèle. Exilés et bannis au temps du séparatisme cubain, 1834-1879 », soutenue le 12 décembre 2016. Jury : Annick Lempérière (directrice, Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Ada Ferrer (NYU), Pilar González (présidente,

huit ans, banni par les autorités coloniales, il vit la plus grande partie de son existence à l'extérieur de Cuba. Le fait que l'Apôtre de la nation cubaine se construise en exil, ne combattant sur le champ de bataille qu'au moment de sa mort prématurée en 1895, semble suggérer que la fabrique de la Cuba indépendante a résulté en grande partie des « patriotes de l'extérieur » que sont les exilés cubains. Ces derniers auraient été ce que l'historiographie nationaliste cubaine a nommé « l'autre aile de l'armée indépendantiste² ».

Cette hypothèse implique de remonter aux sources de l'exil cubain, afin de déterminer le moment où des créoles aux volontés séparatistes ont commencé à quitter l'île pour raisons politiques, tantôt chassés par un pouvoir soucieux de la « tranquillité de l'île », tantôt partis de leur plein gré, pour bâtir à l'étranger des projets pour la nation à venir. L'année 1837 marque le point de départ de cette étude : la Couronne espagnole convoque alors des Cortes constituantes afin de redéfinir sa politique domestique et coloniale. Le nouveau gouvernement a beau se vouloir libéral avec les sujets d'Espagne péninsulaire, les créoles de Cuba et Porto Rico n'obtiennent aucune représentation politique au parlement de la Mère Patrie et leurs députés sont même expulsés des Cortes³. L'un de ces représentants cubains, José Antonio Saco, est un avocat réformiste qui vit déjà à Madrid depuis quelques années. Il a été banni par le capitaine général de Cuba pour ses idées libérales et écrit, depuis son exil, un plaidoyer en faveur des libertés politiques de son île natale, sans réclamer pour autant son indépendance⁴. Ainsi, de José Antonio Saco dans les

Paris VII), Michèle Guicharnaud (Pau Pays de l'Adour), Sylvie Aprile (Lille III), Clément Thibaud (Nantes).

² Paul Estrade, *José Martí ou les fondements de la démocratie en Amérique latine*, Paris, Éditions Caribéennes, 1987.

³ Josep Fradera, *Colonias para después de un imperio*, Barcelone, Ediciones Bellaterra, 2005.

⁴ Manuel Moreno Friginals, *José A. Saco. Estudio y bibliografía*, Santa Clara, Universidad central de Las Villas, 1960.

années 1830 à José Martí dans les années 1870 à 1890, se dessine un « siècle des exilés cubains » qui embrasse une diversité d'options politiques face au pouvoir colonial espagnol.

Trois grandes questions se sont posées pour traiter le sujet ainsi défini. D'abord : quel est le rôle joué par l'exil dans la construction de la nation cubaine ? Au-delà des caricatures espagnoles et des glorifications patriotiques cubaines, quel a été le poids des Cubains de l'extérieur dans le processus anticolonial du XIX^e siècle dans l'île et hors de l'île ? Ensuite, quelles sont les caractéristiques du séparatisme cubain de l'extérieur, quelles sont ses spécificités et ses points communs avec les autres exils de l'époque⁵ ? Enfin, que disent l'exil et le bannissement des liens ambivalents entre Cuba et l'Espagne ? L'exil permet d'élargir l'éventail des possibles politiques pour Cuba, à rebours du récit linéaire de l'indépendance, univoque et monochrome.

L'étude s'est restreinte à une période recouvrant la vie de José Antonio Saco : de son bannissement de 1834 dans le contexte du durcissement de la politique coloniale espagnole, à sa mort en 1879. Il est alors à Barcelone et vient finalement d'être élu député de Cuba aux nouvelles Cortes de la péninsule. C'est surtout l'année qui suit la première guerre anticoloniale cubaine, la Guerre des Dix Ans, qui oppose les Espagnols aux *mambises* séparatistes dans l'île de 1868 à 1878. L'indépendantisme est alors loin d'être la seule option envisagée par les séparatistes, l'autonomisme et l'annexionnisme rivalisent avec l'option de l'indépendance intransigeante et l'exil se trouve à cette époque au cœur de cette riche palette politique, depuis New York, Madrid ou La Nouvelle Orléans. De plus, cette recherche ainsi que des travaux antérieurs ont montré qu'au début des années 1880, l'exil cubain change progressivement de visage et de couleur. Plus modeste, plus ouvrier et moins blanc, le personnel exilé peuplant le sud de

⁵ Sylvie Aprile, *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, CNRS Éditions, 2010.

la Floride et la Côte Est des États-Unis ouvre un autre épisode du combat politique cubain. Par contraste, la séquence 1834-1879 apparaît progressivement comme celle d'un possible « temps du compromis » entre créoles exilés et péninsulaires loyalistes.

Une autre distinction s'ajoute à ces considérations chronologiques. Si cette thèse raconte l'histoire d'exilés et de bannis, c'est dans le but de proposer une définition la plus large possible du départ pour raisons politiques. En effet, choisir d'englober ceux que le pouvoir espagnol condamne à une sentence de bannissement dans la famille de l'exil peut sembler abusif. Certains des noirs libres envoyés au Mexique après la répression de la prétendue conspiration de *La Escalera* en 1844 n'avaient rien en commun avec les hommes de lettres blancs annexionnistes, qui au même moment, organisaient des expéditions pour que Cuba fût un nouvel État de la République nord-américaine⁶. Pourtant, à bien des occasions, leurs chemins se croisent. Les sources du pouvoir espagnol montrent que le soupçon de sédition touche parfois de façon comparable un riche aristocrate à particule et un esclave de plantation.

Quant à savoir combien sont ces hommes et ces femmes qui ont quitté Cuba, la précédente définition élargie du « départ pour raisons politiques » montre combien il est malaisé de donner des chiffres stables pour un objet d'étude aussi volatil que l'exil. Certains ne se considèrent pas exilés, d'autres le deviennent après avoir voyagé pour convenance personnelle, d'autres encore entrent et sortent de l'état d'exil au gré de leur trajectoire personnelle. Le chiffre le plus large regrouperait plus de 100 000 personnes, le plus restreint environ 20 000 pour la période des années 1840 à la fin de la Guerre des Dix Ans. Cette thèse ne s'attarde que sur quelques centaines d'individus, et étudie précisément la trajectoire d'une trentaine d'hommes et de femmes qui forment alors le directoire de l'exil

⁶ Michèle Reid-Vázquez, *The year of the lash. Free people of colour in Cuba and the nineteenth century Atlantic world*, Athens, University of Georgia Press, 2011 ; Rodrigo Lazo, *Writing to Cuba: filibustering and Cuban exiles in the United States*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2005.

cubain. Il s'agit de ceux qui ont le plus écrit sur la question de la politique cubaine en exil.

L'approche historiographique supposait de relever d'importants défis pour mener à bien ce travail. Outre le relatif oubli de l'exil par la geste patriotique cubaine de cet exil séparatiste, sûrement à cause de ses ambivalences quant à l'indépendance, il fallait intégrer à cette étude la vision espagnole de ce qui est souvent vu comme un moment de fissure de l'empire amoindri⁷. La vision états-unienne de cette période est quant à elle centrée sur les ambitions nord-américaines pour l'île. De plus, les spécialistes de l'exil européen du XIX^e siècle ajoutent une autre tonalité à l'étude envisagée : ils insistent sur les circulations d'hommes et d'idées issues des révolutions libérales et républicaines du Vieux continent⁸. Ce travail a bénéficié des approches rénovées depuis une vingtaine d'années dans bien des aspects de ce sujet : l'histoire impériale, connectée, l'histoire des migrations, des mobilités contraintes, l'exil comme nouvel objet d'étude appliqué aux visions transnationales de l'histoire euro-américaine⁹.

Enfin, l'épineuse question de la couleur et de l'esclavage ne pouvait être éludée. Dans une île où l'esclavage n'est aboli qu'en 1886, comment

⁷ Josep Fradera a souligné avec vigueur l'aporie de ce constat décliniste pour l'Empire espagnol au XIX^e siècle, voir Josep Fradera, *Colonias para después de un imperio*, *op. cit.*

⁸ Voir par exemple, Walter Johnson, *River of Dark Dreams*, Cambridge, Harvard University Press, 2013. Delphine Diaz, Jeanne Moisand, Romy Sánchez et Juan Luis Simal (dir.), *Exils entre les deux mondes. Migrations et espaces politiques atlantiques au XIX^e siècle*, Mordelles, Éditions les Perséides, 2015.

⁹ Caroline Douki et Philippe Minard, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, n° 54-4bis, p. 7-21, p. 33 ; Sanjay Subrahmanyam, « Connected Histories: Notes towards a Reconfiguration of Early Modern Eurasia », *Modern Asian Studies*, 1997, vol. 31, n° 3, p. 735-762 ; Maurizio Isabella, *Risorgimento in exile: Italian émigrés and the liberal international in the post-Napoleonic era*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2009 ; Benedict R. Anderson, *Les bannières de la révolte : anarchisme, littérature et imaginaire anticolonial : la naissance d'une autre mondialisation*, Paris, La Découverte, 2009.

s'articulent les questions liées à l'abolitionnisme, aux catégories raciales et à l'idée de libération avec l'exil séparatiste ? À propos des incidences de la couleur sur les options politiques, les situations mises au jour par les archives se sont avérées complexes à interpréter. Il en ressort que l'exil est à large majorité blanche et ne tranche jamais vraiment pour l'indépendantisme abolitionniste¹⁰.

Grâce aux nombreuses sources collectées, dont la localisation correspond aux lieux de dispersion du personnel exilé, ce travail démontre que l'exil séparatiste cubain hésite plus face à l'idée de nation qu'il ne la forge. Les apports de ce travail peuvent se résumer en trois points.

Les mobilités contraintes qui consistent à quitter Cuba sont un objet transversal qui permet de faire émerger une nouvelle temporalité, celui d'une discussion prolongée entre créoles et péninsulaires dans laquelle les exilés occupent une place primordiale. Ainsi, malgré le rapport de force de la guerre, beaucoup des exilés continuent à dialoguer et négocier avec l'ennemie supposée qu'est la péninsule. C'est même le cas des bannis qui ne prônent pas systématiquement l'indépendance. Ce constat s'appuie sur le repérage d'un changement de génération qui se joue à la fin de la Guerre des Dix Ans : les témoins des indépendances meurent pour laisser la place à des jeunes nés dans les années 1840-1850, et dont l'indépendance de Cuba est le premier combat politique. Cette thèse montre ainsi la rupture qui s'opère à la fin des années 1870 et dont l'exil se fait le porte-parole. Ceux qui ont connu la litanie réformiste ou les échecs annexionnistes sont vieux et fatigués, même si certains ont fini par rejoindre les rangs indépendantistes. Loin d'être des précurseurs, une part

¹⁰ Rebecca J. Scott, *Slave emancipation in Cuba: the transition to free labor, 1860-1899*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1985 ; Ada Ferrer, *Insurgent Cuba: race, nation, and revolution, 1868-1898*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999 ; Christopher Schmidt-Nowara, *Empire and antislavery: Spain, Cuba, and Puerto Rico, 1833-1874*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1999 ; Aline Helg, *Our rightful share: the Afro-Cuban struggle for equality, 1886-1912*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995.

de ces exilés du compromis poursuit une négociation avec l'Espagne pour faire valoir ses intérêts politiques, économiques, et fiscaux. Cette thèse montre que l'exil favorise ce positionnement ambigu.

C'est aussi une nouvelle géographie impériale qui est dessinée par la carte de l'exil esquissée dans ce travail. Loin d'être en déliquescence, l'Empire espagnol se réinvente à travers ses nouveaux ennemis dispersés autour de l'Atlantique. Plus qu'un laboratoire de la nation, l'exil politique serait plutôt un laboratoire colonial pour l'empire, en particulier pour ses ressorts diplomatiques et policiers, qui s'affinent au contact de ses nouveaux dissidents que sont les exilés cubains.

Enfin, s'il apparaît clairement qu'il existe une synergie indépendantiste dans la Cuba des années 1860 et 1870, les exilés semblent bel et bien compliquer le projet national cubain. L'étude de leur culture écrite et matérielle et de la mise en réseau de cette communauté exilée révèle une activité politique foisonnante mais très hétéroclite. Ainsi, l'annexionnisme est une option qui n'est jamais vraiment abandonnée durant toute la période et au-delà, et l'exil aux États-Unis semble résolument la renforcer. Le réformisme ne meurt pas en 1879 mais se mue en autonomisme, une tendance qui connaît une audience élargie dans la Cuba des années 1880-1890. L'exil montre bien plus un déficit d'identité nationale et de longues hésitations entre plusieurs alternatives à la souveraineté coloniale qu'une affirmation univoque du projet indépendantiste. Ainsi, au miroir d'autres exils et bannissements du même temps, les spécificités du cas cubain font que la rupture est parfois moins marquée avec l'Espagne qu'avec la société insulaire elle-même. Sur les thèmes de la couleur, de la distinction socio-économique qu'induit le monde de la plantation sucrière et de ses esclaves, et sur celui du combat armé, les lignes de partage sont plus fortes avec l'île qu'avec la péninsule. Cela étant, l'exil étudié dans ce travail produit moins des déracinés que des individus très en lien avec l'île qu'ils ont quittée comme avec la péninsule qui les condamne et les lieux d'accueil qui les hébergent. La présente thèse montre ainsi que l'exil n'est

pas aux sources de la nation dans le cas cubain et qu'il en révèle, au contraire, les nombreuses ambivalences et contradictions.

Cuba, l'URSS et le Chili

dans la Guerre froide globale, 1959-1973

Vers une « histoire triangulaire » des relations internationales

RAFAEL PEDEMONTE

Résumé

Dans une perspective comparée, cette thèse étudie la politique extérieure de l'URSS afin de déceler ses effets en Amérique latine, un continent qui, loin d'absorber passivement les influences externes, est devenu un acteur majeur de la Guerre froide. En examinant les rapports de Moscou avec le Chili et Cuba entre 1959 et 1973, ce travail cherche à définir les particularités des relations politiques et culturelles, les interactions « triangulaires » entre les trois pays analysés, et d'évaluer l'impact de la présence soviétique sur les imaginaires des sociétés locales.

Mots-clés : Cuba – URSS – Chili – Guerre froide – Culture.

Abstract

Cuba, the USSR and Chile in the Global Cold War, 1959-1973

Towards a "Triangular History" of International Relations

Following a comparative approach, this dissertation examines the Soviet foreign policy in order to unveil its effects in Latin America, a continent that instead of being a passive consumer of external influences became a major actor of the Cold War. Examining Moscow's relationships with Chile and Cuba between 1959-1973, this thesis analyzes the particularities of political and cultural links, the "triangular interactions" between the three countries and assesses the Soviet presence's impacts on local imaginaries.

Keywords: *Cuba – USSR – Chile – Cold War – Culture.*

La chute de l'URSS¹ a provoqué un tournant majeur dans l'étude des relations internationales, marqué par la volonté de dépasser les interprétations traditionnelles – trop conditionnées par les impératifs politiques – en soulignant la place du « Sud » et la diversité des engagements idéologiques. Dans cette perspective, le présent travail soutient qu'en Amérique latine la Guerre froide ne peut nullement se limiter à un schéma binaire marxisme soviétique / libéralisme états-unien. Le foisonnement idéologique, enrichi par la Révolution cubaine et la « voie chilienne vers le socialisme », a engendré un climat particulier, façonné par les deux « grands » modèles, mais aussi complexifié par une dynamique interne nous empêchant de concevoir les réalités locales comme de simples émanations des pouvoirs dominants. Construite sur la base d'une « approche culturelle » et d'une revalorisation du rôle des territoires « périphériques », la thèse propose une conception renouvelée de la « Guerre froide globale² ».

Cette approche, amorcée par le *cultural turn* des années 1990, guide l'analyse des objectifs et des effets de la présence diplomatique soviétique sur le continent latino-américain. Après avoir constaté que le rapport de l'URSS avec chaque pays présente des traits différenciés, j'ai opté pour sélectionner deux cas d'étude : Cuba et le Chili. Devenue membre à part entière du camp socialiste, la Révolution castriste s'imposait tout naturellement. Quant au Chili, son histoire tumultueuse illustre

¹ Cet article est le compte rendu d'une thèse de doctorat intitulée « La guerre pour les idées en Amérique latine. Relations politiques et culturelles avec l'Union soviétique : une approche comparative (Cuba-Chili, 1959-1973) », soutenue le 7 juillet 2016, sous la direction de Marie-Pierre Rey (Paris 1) en co-tutelle avec Alfredo Riquelme (Pontificia Universidad Católica de Chile). Le jury était composé de Marie-Pierre Rey, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Alfredo Riquelme, professeur à la Pontificia Universidad Católica de Chile, Annick Lempérière, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Alvar de la Llosa, professeur à l'université Lyon Lumière Lyon 2, Manuel Gárate, professeur à l'universidad Alberto Hurtado.

² Terme employé par l'historien Odd Arne Westad, *La Guerre froide globale. Le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, Paris, Payot, 2007.

remarquablement les complexités de la « Guerre froide latino-américaine ». La « voie chilienne » de Salvador Allende (1970-1973) – fondée sur le respect des institutions et l'instauration graduelle d'un système socialiste – semblait conforter la « coexistence pacifique » soviétique. De surcroît, l'administration précédente, celle d'Eduardo Frei (1964-1970), qui entame un programme réformiste caractérisé par une ouverture diplomatique, provoque une étonnante intensification des liens avec Moscou.

Ainsi, grâce à des recherches dans plusieurs pays (Cuba, Chili, Russie, France, Belgique), j'ai pu dresser un certain nombre de constats, parfois imprévus. Concernant les relations chileno-soviétiques, la thèse observe, par exemple, qu'il est possible d'identifier davantage d'éléments de continuité que de rupture entre l'ère de Frei – à l'égard de qui Moscou a fait preuve d'excellentes dispositions – et la période de l'Unité populaire (UP). À Cuba, où Fidel Castro se proclame marxiste-léniniste trois ans après le triomphe révolutionnaire, les années 1960-1970 présentent un développement instable des rapports avec l'URSS. Malgré la dépendance croissante envers l'aide soviétique, il est impossible de concevoir les relations bilatérales comme une évolution ascendante. Le radicalisme des *barbudos* a sérieusement gêné le Kremlin, ébranlant le Mouvement communiste international. Les moments d'affinité ainsi que les phases de tensions entre les deux pays ont conditionné l'envergure des connexions, ce qui s'est notamment reflété dans l'essor des échanges culturels.

Cette dernière observation renvoie à une dimension essentielle de la thèse. L'analyse d'un large éventail de sources non diplomatiques – entretiens oraux, récits de voyage, œuvres littéraires (auxquelles j'ai accordé une importance particulière) – a permis de souligner un aspect moins connu de la présence soviétique : la transformation des imaginaires locaux. Outre la « diplomatie culturelle », véritable priorité de « l'internationalisme khrouchtchév³ », la nouvelle proximité nourrit des

³ Tobias Rupprecht, *Soviet Internationalism after Stalin: Interaction and Exchange*

représentations particulières, des stéréotypes divers, associés à la « patrie du prolétariat ». Ici, la notion de « culture » est conçue sur la base d'une approche sémiotique, c'est-à-dire comme une « toile de signification » permettant de saisir le monde environnant à travers un processus de représentation. En ce sens, un livre, un film, une maquette du Soutnik, etc. – objets transmis pour diffuser une image séduisante du modèle socialiste – s'érigent en « objets symboliques » porteurs d'un message que les acteurs sociaux peuvent, à leur tour, interpréter de différentes façons.

L'envoi dans « les Amériques » de ces productions ainsi que de personnalités remarquables (Valentina Terechkova, Oleg Popov, etc.) a exercé un puissant impact. Mais la thèse montre que les réactions ne sont pas identiques dans les deux sociétés analysées : alors qu'à Cuba, la montée de l'influence culturelle soviétique suscite la méfiance de ceux qui craignent l'adoption d'un « réalisme socialiste tropical », au Chili, l'excellence artistique de l'URSS représente une formidable occasion de découvrir des spectacles de qualité (Cirque de Moscou, *Beriozka*, etc.), déclenchant un intérêt même chez ceux qui condamnent le socialisme. Ces réactions divergentes sont déterminées par le contexte politique : dans un pays moins dépendant du Kremlin comme le Chili, les prestations des Soviétiques tendent à être dissociées de la géostratégie du Politburo, alors que le rapprochement officiel entre La Havane et Moscou crée beaucoup d'appréhensions chez ceux qui s'efforcent de préserver l'éclectisme artistique.

Ces constatations m'ont poussé à briser les schémas associant de manière abusive la possibilité d'entretenir un rapport avec « le Soviétique » à l'affiliation politique de chacun. Par ailleurs, pour le Kremlin, l'objectif immédiat n'était pas toujours de convaincre les récepteurs de la supériorité du modèle incarné ; il s'agissait aussi d'atténuer les représentations

négatives. Un exemple révélateur confirme cette hypothèse : en invitant l'archevêque et recteur de l'Université catholique du Chili Alfredo Silva Santiago, un homme connu pour son conservatisme, il est évident que Moscou ne se propose pas de le « convertir » au communisme mais plutôt de tempérer ses préjugés. Si le prélat rentre dans son pays avec une impression moins catastrophique de la vie religieuse en URSS, il s'agirait déjà d'une forme de victoire de la diplomatie de Moscou. C'est ce cadre plus complexe, qui ne se réduit pas à un schéma Est-Ouest où les individus seraient contraints de choisir entre l'une des deux idéologies, que cette thèse cherche à mettre en avant. Plus que l'imposition d'un modèle, c'est plutôt le « glissement » des idées qui est visé : il fallait conforter les convictions des « camarades » mais aussi nuancer les visions effrayantes en insistant sur le versant « humain » de l'URSS et par-là affaiblir les liens historiques entre les sociétés latino-américaines et les États-Unis. C'est ce que j'ai qualifié de « Guerre froide pour les idées ».

Deux dimensions des relations ont été retenues : une approche politique et une approche culturelle. L'expression politique des rapports, grâce à quoi s'articulent les contacts dans d'autres domaines, est l'objet des trois premiers chapitres. La période « d'affinité idéologique » entre le Chili et l'URSS (les années de l'UP) n'a pas conduit à une rupture des tendances de la période de l'administration Frei (1964-1970). Quant à Cuba, les phases de divergences idéologiques ont eu un effet sur la nature des connexions : entre 1966 et 1968 – avant la « normalisation » qui débouchera sur une explosion des relations – les sérieuses réticences du castrisme ont visiblement découragé les liens réciproques.

Les trois chapitres suivants examinent l'impact des évolutions politiques sur le déroulement des relations culturelles. La nouvelle place de l'Amérique latine dans la vision stratégique de Moscou s'est répercutée dans la création d'un dispositif institutionnel « d'amitié » (chapitre 4) ainsi que sur le déplacement d'artistes et d'étudiants de part et d'autre de l'Atlantique (chapitre 5) ou sur le transfert de productions ou de tendances

culturelles (chapitres 6). Le dernier chapitre est consacré à un exercice plus complexe mais indispensable : saisir l'effet de la nouvelle proximité soviéto-latino-américaine sur les imaginaires, une démarche essentielle car, à l'instar des conclusions de cette thèse, c'est dans les profondeurs de l'esprit humain que nous devons appréhender l'impact décisif de la Guerre froide.

Cette perspective comparative permet d'observer que les relations entre deux pays s'articulent en fonction d'un contexte plus large, où maints acteurs interviennent, dévoilant une logique qualifiée de « triangulaire ». J'ai ainsi cherché à démontrer que la position de Moscou envers Santiago est liée aux expériences dans l'île des Caraïbes. Des communistes chiliens – Pablo Neruda, Luis Corvalán – sont appelés à exprimer au nom du « communisme international » les réticences du Kremlin face au « défi » des Cubains, qui ne cessaient de critiquer le rapprochement avec Frei. Plus tard, la disposition de Castro envers l'UP devient un signe de la restructuration de sa politique extérieure, envoyant par la même occasion un message de souplesse aux Soviétiques, les seuls qui pouvaient garantir la survie du régime.

Des sources d'une grande diversité sont à l'origine de ces conclusions. Cependant, de nombreux documents restent à dépouiller, surtout à Cuba, où l'actuel processus d'ouverture annonce des possibilités accrues pour les chercheurs. Durant les années de Guerre froide, d'autres nations latino-américaines ont noué des liens privilégiés avec l'URSS : le Pérou du général Velasco Alvarado, le Nicaragua des Sandinistes, par exemple. Cette thèse veut convaincre de la nécessité de multiplier les approches comparatives, à un moment où l'accès aux archives est plus aisé tandis que les protagonistes et témoins de cette histoire, sous l'effet inexorable du passage du temps, se font de plus en plus rares. Ce travail se focalise sur deux cas estimés essentiels mais les multiples comparaisons potentielles⁴

⁴ Un effort dans ce sens a été mené par Tanya Harmer dans son analyse de la

ouvrent aux spécialistes un terrain fertile pour mieux appréhender la complexité de la « Guerre froide pour les idées » en Amérique latine.

« Guerre froide interaméricaine », soulignant les influences des régimes militaires brésiliens et de la Révolution cubaine dans l'évolution du Chili d'Allende. Tanya Harmer, *Allende's Chile & the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2011.

Cartes et constructions de territoires impériaux dans le nord de la péninsule indochinoise, 1885-1914

MARIE DE RUGY

Résumé

Cette thèse propose une réflexion sur le pouvoir effectif de la cartographie en situation coloniale et sur les enjeux frontaliers en Asie du Sud-Est. Elle montre comment les marges septentrionales de la péninsule indochinoise, disputées par les empires britannique, français et chinois, le royaume de Siam et les populations locales entre 1885 et 1914, ont été représentées et construites. Cette étude croisée des politiques géographiques impériales permet de montrer la complexité du processus cartographique sur le terrain et les constructions territoriales qui en découlent.

Mots-clés : Histoire transnationale – Empires britannique et français – cartographie en situation coloniale – Indochine – Birmanie.

Abstract

Mapping and making imperial territories in Northern Indochinese Peninsula, 1885-1914

This dissertation discusses the effective power of colonial cartography as well as the borders' challenges in Southeast Asia. It shows how the Northern margins of the Indochinese Peninsula, disputed by the British, French and Chinese empires, the Siam kingdom and local populations between 1885 and 1914, have been represented and built. This connected history of geographical imperial policies enlightens the complex cartographic process on the ground and the ensued territorial constructions.

Keywords: *World history – French and British Empires – Colonial mapping – Indochina – Burma.*

Au milieu des années 1880, les marges septentrionales de la péninsule indochinoise sont soumises à une double conquête coloniale, celle de l'Annam et du Tonkin par les Français et celle de la Haute-Birmanie par les

Britanniques¹. Lors de la course aux territoires qui se poursuit pendant trente ans, les différents acteurs en présence cherchent à délimiter leur espace de souveraineté – impérial pour la France, la Grande-Bretagne et la Chine, voire le Vietnam, national pour le Siam, sans omettre le cas des ethnies transfrontalières. L'enjeu de cette thèse était d'écrire une étude croisée de la cartographie dans le nord de la péninsule indochinoise, afin de mettre en lumière le statut central d'un territoire spatialement périphérique, à propos duquel on a pu parler d'une « géographie de l'ignorance² ». Elle découle d'une double interrogation sur le pouvoir effectif de la cartographie et sur les enjeux frontaliers en Asie du Sud-Est.

Ce travail s'inscrit au croisement de deux champs historiographiques, qui connaissent d'importants renouvellements : l'histoire des colonisations et des empires, et l'histoire sociale des sciences. Le paradigme de l'histoire impériale, anglo-saxon tout d'abord, a mis en évidence les circulations entre la métropole et les colonies, les dynamiques complexes qui les relient, mais aussi les mouvements à l'intérieur des colonies elles-mêmes³. L'Algérie et l'Afrique subsaharienne sont les terrains privilégiés de ces

¹ Marie de Rugy est actuellement ATER à Sciences-Po et enseignante au Magistère « Relations Internationales et Action à l'Étranger » (MRIAIE, Paris 1). Cet article est le compte rendu d'une thèse de doctorat qu'elle a soutenue le 18 novembre 2016, à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, intitulée « Cartes et constructions de territoires impériaux dans le nord de la péninsule indochinoise, 1885-1914 » (2 vol., 649 p.), sous la direction de Hugues Terrais (Paris 1) et Hélène Blais (ENS Ulm). Le jury était en outre composé de William Gervase Clarence-Smith (School of Oriental and African Studies, SOAS), Philippe Papin (EPHE), Philippe Pelletier (Lyon 2) et Pierre Singaravéλου (Paris 1). Elle a obtenu la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

² Willem van Schendel, « Geographies of knowing, geographies of ignorance: jumping scale in Southeast Asia », *Environment and Planning D: Society and Space*, 20, 6, 2002, p. 647-668.

³ Voir notamment : Pierre Singaravéλου (dir.), *Les empires coloniaux*, Paris, Point Seuil, 2013.

explorations dans l'historiographie francophone, tandis que, du côté anglophone, ce sont l'Inde et les *dominions* : de toutes parts, le Sud-Est asiatique fait figure de parent pauvre. Des études menées sur les cas indiens et thaïlandais (Siam) ont certes envisagé le lien entre savoirs géographiques et constructions territoriales dans un cadre national⁴. L'enjeu de ce travail était de croiser les différents systèmes impériaux, d'analyser les circulations entre eux et la manière dont ils se sont perçus mutuellement : une comparaison des politiques cartographiques impériales n'avait pas encore été menée. La comparaison est alors méthode et objet d'étude à la fois.

Le deuxième champ est celui de l'histoire des savoirs en situation coloniale. Il est aujourd'hui acquis que l'expansion coloniale et le développement des sciences ont entretenu des liens étroits : la colonisation a modifié les conditions d'élaboration des savoirs scientifiques et ces derniers ont servi la conquête militaire et les intérêts des puissances impériales. Les cartes participent pleinement de la représentation de l'espace et sont en adéquation avec les visées politiques, économiques et militaires du moment⁵. Toutefois, la complexité des rapports au territoire, notamment dans les régions reculées où la notion de frontière est polymorphe, demandait une analyse nuancée⁶. Se placer à l'échelle des voyageurs et des officiers ainsi que des élites locales, qui sont les principaux producteurs scientifiques, permet d'envisager à nouveaux frais l'articulation entre savoirs et pouvoirs⁷. C'est ce que visait cette thèse,

⁴ Matthew Edney, *Mapping an Empire: The Geographic Construction of British India, 1765-1843*, Chicago/Londres, University of Chicago Press, 1997 ; Thongchai Winichakul, *Siam mapped. A history of the Geo-body of a Nation*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1994.

⁵ Peter Gould et Antoine Bailly, *Le pouvoir des cartes. Brian Harley et la cartographie*, Paris, Anthropos, 1995.

⁶ Yves Goudineau et Michel Lorillard, *Recherches nouvelles sur le Laos. New Research on Laos*, Vientiane-Paris, École française d'Extrême-Orient, 2008.

⁷ Dans la lignée des travaux suivants : Marie-Noëlle Bourguet, Bernard Lepetit, Daniel Nordman (dir.), *L'invention scientifique de la Méditerranée : Égypte*,

centrée sur une zone frontalière morcelée et poreuse, peu envisagée dans une perspective historique à l'échelle transnationale.

L'aspect sensible de ces deux objets, les cartes et les frontières, s'est manifesté dans la difficulté de l'accès aux sources, alors que les cartes de la fin du XIX^e siècle sont aujourd'hui utilisées dans un but politique ou juridique par plusieurs gouvernements asiatiques. Les cartes et croquis, documents particulièrement techniques et parfois difficiles à trouver⁸, ont constitué le cœur du corpus de thèse : cartes topographiques d'abord, produits finis effectués par et pour les Européens ; de nombreux croquis intermédiaires également, afin de pouvoir retracer les différentes étapes du processus cartographique⁹. S'ajoutent à ces sources les périodiques géographiques et les récits de voyages publiés par les explorateurs, qui rendent compte des pratiques géographiques sur le terrain. Il en va de même des archives militaires et administratives, ainsi que des fonds des différents services géographiques. Les rapports militaires, peu lus dans cette perspective spatiale, renseignent sur le quotidien des cartographes, tandis que les dossiers personnels des officiers donnent à voir leurs

Morée, Algérie, Paris, EHESS, 1998 ; Isabelle Surun, « Géographies de l'exploration : la carte, le terrain et le texte. Afrique occidentale, 1780-1880 », thèse de doctorat, sous la direction de Daniel Nordman, Paris, EHESS, 2003 ; Hélène Blais, *Voyages au Grand Océan. Géographies du Pacifique et colonisation, 1815-1845*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), 2005.

- ⁸ Ces documents sont largement éparpillés et parfois disparus. Côté français, ils se trouvent principalement à la Bibliothèque nationale de France (BnF) ou aux Archives nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, ainsi qu'au SHD (Service historique de la Défense), à l'École française d'Extrême-Orient ou encore aux archives nationales vietnamiennes à Hanoi. Pour le cas britannique, les cartes sont conservées à la British Library, à la Royal Geographical Society de Londres et aux archives nationales de Kew, ainsi qu'à Cambridge et en Birmanie.
- ⁹ C'est en cherchant ces productions que des collections jusqu'alors inexploitées ont pu être exhumées, qu'il s'agisse des cartes manuscrites vietnamiennes trouvées à la BnF ou des documents birmans rassemblés par Coryton et rapportés à Londres.

compétences propres. Les archives administratives représentent un apport connexe : celles des services géographiques, peu étudiées, celles des gouvernements généraux, ou encore les rapports consulaires qui permettent d'étudier les rapports entre métropoles, administrations coloniales et explorateurs.

La thèse s'organise en trois parties qui traitent, selon une progression logique, des politiques institutionnelles, des pratiques de terrain et des constructions territoriales qui en découlent. Dans un premier temps, la notion de projet colonial cartographique est analysée, au prisme des connaissances cartographiques accumulées sur la péninsule lors des différentes explorations, par le biais d'une comparaison des institutions géographiques et enfin, par l'étude de leur rôle au sein des relations internationales. Dans un second temps, les « tensions d'empire¹⁰ » sont mises en lumière : la confrontation des cartographes européens avec un terrain inconnu, les enquêtes orales auprès des populations locales pour pallier les problèmes inhérents à la cartographie et l'utilisation de cartes asiatiques pour se repérer et établir les cartes topographiques finales montrent la complexité du processus cartographique et les rencontres auxquelles il donne lieu. La troisième partie permet d'étudier les objets cartographiques représentés et de mieux comprendre les constructions territoriales. Les territoires sont d'abord décrits de manière linéaire, en tant qu'espaces parcourus, mais les cartes ont aussi pour objet récurrent les frontières, qui alternent entre la ligne et la zone. Finalement, en 1914 encore, les logiques administratives qui confèrent à ces marges des statuts particuliers, conduisent à des anomalies territoriales qu'il convenait de relever.

¹⁰ Frederick Cooper et Ann Laura Stoler (eds), *Tensions of Empire. Colonial Cultures in a bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997.

Cette étude des liens entre savoirs cartographiques et constructions de territoires par les différents acteurs en présence dans le nord de la péninsule indochinoise, de 1885 à 1914, amène à trois résultats majeurs.

D'abord, en tant qu'outil administratif dressé par et pour des Européens, les cartes ont un pouvoir en réalité limité à la fois par la difficulté de leur fabrication et leur usage restreint aux sphères coloniales ou diplomatiques. S'il y a bien un projet de cartographie régulière du territoire, il n'est pas unifié car les priorités à mettre en place ne sont pas les mêmes pour tous. Administrateurs coloniaux, chefs des services géographiques et officiers topographes présentent en effet des avis divergents. Sa mise en pratique est problématique. Les difficultés intrinsèques aux administrations coloniales, à savoir le manque de personnel et de budget, constituent un obstacle évident à la cartographie régulière. Le quotidien des topographes montre des conditions de travail ardues liées aux pluies abondantes, à l'hostilité des populations locales ou encore au défi que représente la bonne marche des brigades topographiques ou de l'atelier de dessin, hauts lieux de la rencontre coloniale. Alors que les topographes appliquent les méthodes apprises en métropole, ce qui nuance grandement l'application de « science coloniale » à la géographie pratiquée sur le terrain, certaines réalités de la péninsule indochinoise échappent à leur grille de lecture et leur demandent une adaptation permanente. Cette distance originelle entre les topographes et le terrain explique les manques irrémédiables qui persistent sur les cartes. De surcroît, cartographier un territoire et tracer une frontière sur une carte ne garantit en rien le respect des délimitations par les populations locales : les bornes sont déplacées et le peu d'encadrement des frontières n'empêche pas une circulation de part et d'autre. Les pratiques quotidiennes, souvent passées sous silence dans les sources, donnent lieu à de nombreuses transgressions. Les déplacements de populations entre la rive droite et la rive gauche du Mékong, les empiètements siamois et chinois, les querelles à propos de rizières montrent que, comme dans le cas des frontières africaines, les frontières

dans le nord de la péninsule indochinoise n'ont pas été seulement imposées de l'extérieur mais ont été le lieu de négociations multiples. Le statut distinct accordé aux marges, souvent placées sous le contrôle des militaires et sous-administrées par rapport aux provinces civiles, les modifications des divisions administratives, la production d'enclaves ou de discontinuités territoriales, témoignent qu'au-delà du discours qu'est la carte, l'exercice du pouvoir n'est pas homogène et que des zones de non-droit persistent largement aux confins des empires. Outil de savoir incomplet et toujours provisoire, la carte est donc aussi un instrument de pouvoir limité.

Cette étude a également montré la pertinence d'une approche comparée franco-britannique, avec un contrepoint chinois et siamois toutes les fois que cela était possible. Dans le nord de la péninsule indochinoise, Britanniques et Français ont globalement les mêmes objectifs cartographiques, pratiquent les mêmes méthodes et s'intéressent aux mêmes phénomènes spatiaux. La comparaison permet de dépasser les antagonismes habituellement mis en avant entre les deux puissances, face au Siam et à la Chine. Des différences apparaissent également, qui ne sont pas celles habituellement relevées entre administration directe et indirecte et déplacent la comparaison. Un premier aspect est le décalage chronologique entre les services géographiques de l'Inde et de l'Indochine. Le premier est déjà opérationnel en 1885, tandis que, dans un souci d'efficacité, les Français créent de toutes pièces une institution autonome, exception dans l'Empire français, et font face aux difficultés pratiques aussi bien qu'à des débats théoriques sur la cartographie à mettre en œuvre. Les supports adoptés divergent aussi quelque peu : les Français privilégient souvent la carte par rapport aux Britanniques, qui préfèrent parfois le texte (longues listes de toponymes et de descriptions d'itinéraires), sans qu'il soit toujours possible d'avoir les clefs d'explication. Face au Siam, enfin, les Britanniques ont pu avoir un rôle prépondérant pour la cartographie du territoire par rapport à celui des Français, tard venus auprès de la cour de

Bangkok. La recherche de coopération des Européens avec les services géographiques siamois et chinois, montre que la cartographie peut servir d'instrument à l'échelle impériale mais aussi dans les relations internationales. Cette histoire croisée, fondée sur la comparaison franco-britannique, a permis d'étudier des institutions géographiques peu connues et à décroiser l'histoire des empires.

Un troisième apport de ce travail a été de montrer qu'au-delà des difficultés d'une histoire à parts égales, cartographie européenne et asiatique pouvaient se faire écho. L'existence de nombreuses sources géographiques écrites, trouvées par les Européens ou commandées par eux, constitue une spécificité de la péninsule indochinoise et a apporté des éléments nouveaux dans la compréhension de l'utilisation des savoirs locaux par les Européens en situation coloniale. Cette question était surtout traitée par le biais des enquêtes orales. Ces enquêtes éclairent sur les modalités de la rencontre coloniale, souvent suscitée par un Européen, dans un but précis, auprès d'interlocuteurs locaux comme des chefs de villages ou des habitants, mais aussi de voyageurs ou d'élites régionales qui fournissent souvent des renseignements plus utiles aux yeux des Européens. La complexité du réel et la diversité linguistique sont deux facteurs qui expliquent la difficulté des Européens pour comprendre et donc pouvoir représenter ces territoires. La multiplicité des toponymes pour un même lieu est en particulier une gageure qui ne trouve de solution que dans une lecture complémentaire de la carte et du texte qui l'accompagne, fournissant des listes de toponymes qui ne peuvent tous être inscrits sur les cartes. L'utilisation de cartes asiatiques par les Européens manifeste un intérêt commun avec les Asiatiques, en tout cas les Chinois et les Vietnamiens, pour les axes de communications, les mesures des fleuves ou des routes, les frontières et l'organisation administrative des territoires. On a l'impression d'un « inventaire du monde » selon la formule de Claude Nicolet pour l'Empire romain. Ce sont ces objets qui se retrouvent sur les différents documents géographiques et justifient qu'ils puissent être

considérés comme utiles par les Européens. Ce sont eux qui transcendent la rupture bien réelle entre cartographie européenne et cartographie asiatique pour montrer qu'elles se retrouvent autour d'un objectif commun : l'administration des territoires.

Recherchées pour revendiquer des « droits historiques », des géographies royales vietnamiennes ou des annales et chroniques birmanes et siamoises sont ainsi traduites ou annotées par les Européens et en tout cas citées par eux dans les discussions diplomatiques. Il n'est pas anodin que la pratique soit aujourd'hui reprise par les gouvernements asiatiques, qui recourent aux cartes françaises de cette époque (1885-1914) pour justifier leurs prétentions actuelles sur des territoires. Cet usage similaire des cartes témoigne d'objectifs comparables – qui nient la carte comme discours savant porté à un moment donné sur une réalité particulière.